



Arnaud Lagardère au Salon du Bourget 2003.

Etienne de Megliavie/Gamma

**Se préparant à la "communication des griefs" de la Commission européenne, Lagardère étudie une solution évitant les troubles d'un charcutage de Vup. Il devrait proposer de conserver Larousse et le groupe espagnol Anaya. Pour le rachat du reste d'Editis (ex-Vup) Albin Michel, appuyé par des partenaires financiers, tient pour l'instant la corde.**

# Vup : l'hypothèse Albin

➤ Pendant toute la durée de la Foire de Francfort, le hall français a bruisé des rumeurs les plus contradictoires concernant l'avenir de Vup et les modalités de son rapprochement avec Hachette. Dans les deux semaines qui viennent en effet, la Commission européenne communiquera ses « griefs » à l'encontre du regroupement en de mêmes mains des deux principaux opérateurs de l'édition française. Une perspective qui fait monter le taux d'adrénaline chez Vup et

Hachette comme chez les éditeurs intéressés par tout ou partie de l'ancienne filiale de Vivendi : Albin Michel, le groupe italien Rizzoli, Bayard voire Média participations, pour ne citer que les plus actifs d'entre eux. Les fonds d'investissements mobilisés il y a un an, d'Eurazéo à PAI, demeurent eux aussi en embuscade. Mais ils préfèrent subordonner toute initiative

**Depuis le 5 juin, Lagardère ne croit plus à la possibilité de la reprise quasi totale de Vup.**

aux décisions que prendra Lagardère.

**Sérénité.** Chez Lagardère, après l'inquiétude du début de l'été, on affiche une plus grande sérénité. Depuis que la Commission européenne a décidé, le 5 juin, d'ouvrir une « enquête approfondie » sur le rachat de Vup, devenu Editis le 14 octobre, le groupe ne croit plus à la possibilité de sa repri-

se quasi totale (1). Il s'attend à une opposition de la Commission à son renforcement dans le scolaire, le poche et surtout la distribution du livre. Devant les cadres du groupe rassemblés jeudi 9 octobre à Francfort pour leur cocktail annuel, tout en démentant encore les rumeurs sur une éventuelle vente d'Hatier, Arnaud Lagardère a reconnu qu'il devrait rétroceder au moins 40 à 50 % de Vup, dont Natexis assure depuis la fin de l'année dernière le portage pour son compte.

**Dans la plus grande discrétion.**

Au cours des quatre derniers mois, les équipes de Lagardère se sont attachées à rassembler les ingrédients d'une formule simple et rationnelle permettant une « sortie par le haut » d'un dossier de plus en plus empoisonné. Avec la direction de Vup, elles ont travaillé d'arrache-pied dans la plus grande discrétion, épaulées par les équipes d'Euro RSCG spécialisées dans la communication de crise. Objectif : élaborer un dispositif techniquement ●●●

●●● facile à mettre en œuvre, évitant un charcutage trop complexe, financièrement rentable et politiquement acceptable par Bruxelles comme par le gouvernement français, tout en garantissant à Lagardère/Hachette une position accrue sur le marché du livre français. Sans oublier l'objectif initial: réaliser une plus-value, sachant que Vup a été payé cash 1,2 milliard d'euros.

Suivant cette hypothèse qui tient aujourd'hui la corde et qui pourrait être proposée à Bruxelles dans les semaines qui suivront la communication des griefs, le groupe ne prélèverait chez Editis que les sociétés auxquelles il tient le plus, Larousse en France et Anaya en Espagne. Cela suppose que Lagardère résiste jusqu'au bout à l'offensive financière de Planeta, le premier groupe d'édition espagnol, près à dépenser des centaines de millions d'euros pour reprendre son concurrent. L'ensemble Larousse/Anaya représente plus de 40 % des actifs d'Editis, mais ne réalise qu'un quart de son activité en France.

**Ne pas dévaloriser le centre de distribution d'Inter Forum.** Cette formule présente l'avantage de ne pas trop affaiblir, et donc de ne pas dévaloriser le centre de distribution d'Inter Forum (ex-Vup) à Malesherbes. L'enjeu est de taille. Ce pôle logistique, le plus important et le plus moderne de l'édition française, est le ciment et le principal centre de profit d'Editis. Une dispersion des maisons d'édition françaises d'Editis lui ferait perdre son sens et sa valeur. Pire encore, elle conduirait Inter Forum à une réduction d'activité. Or, personne ne veut prendre le risque d'un vaste plan social dont le coût pourrait être élevé, surtout si la société de distribution était aussi touchée par des mouvements sociaux pendant la période des fêtes de fin d'année.

C'est pourquoi l'hypothèse d'une reprise de Laffont par Hachette, évoquée un moment, circule moins aujourd'hui. C'est aussi pourquoi, tout en gardant ouvertes d'autres options plus complexes, Lagardère privilégierait désormais plu-

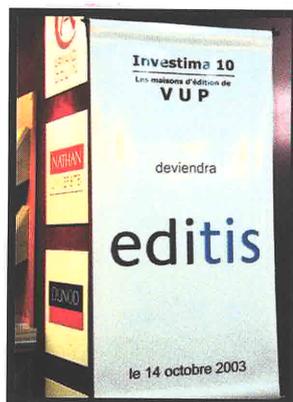
tôt la perspective d'une revente en bloc du reste de l'ancienne branche livres de Vivendi. Une vente « par appartement » peut certes permettre d'obtenir pour telle ou telle société un prix de vente intéressant. Mais un dépeçage d'Editis rendrait plus délicat, plus long et plus aléatoire pour Lagardère la rentabilisation de l'opération commando lancée il y a un an sur son principal concurrent. Citée par *Le Monde* du 15 octobre, une étude de Crédit lyonnais Securities en date du 9 octobre se demande d'ailleurs « *quel industriel serait prêt à payer au prix fort les morceaux du groupe Vup délaissés par Lagardère pour se retrouver face à un acteur aussi dominant?* ».

Dès lors, quel acquéreur pour le bloc restant d'Editis? Propriétaire de Flammarion et partenaire d'Hachette dans la presse en Italie, Rizzoli reste un acheteur possible. Mais les discussions qui ont effectivement eu lieu cet été semblent en suspens. Le groupe milanais serait prêt à mobiliser des capitaux pour se développer dans l'édition. Mais il hésiterait à sauter franchement le pas et à reprendre en bloc l'essentiel d'Editis, forcément coûteux. D'autant que cette acquisition le contraindrait à une lourde restructuration de sa distribution en France où il détient déjà UD, la structure logistique de sa filiale Flammarion.

De même, si Bayard a clairement marqué son intérêt pour la reprise d'une maison scolaire d'Editis, il ne pourrait pas mobiliser les moyens d'une reprise globale. L'article du *Figaro* du 8 octobre présentant le groupe catholique comme l'interlocuteur privilégié de Lagardère a suscité à Francfort une certaine perplexité. Enfin, Média participations semble aussi moins intéressé par le bloc Editis que par ses activités scolaires.

Dans l'hypothèse d'une vente en bloc, c'est donc pour l'instant la candidature d'Albin Michel qui paraît la plus avancée. L'intensification des négociations entre la maison de littérature générale la plus florissante de l'édition françai-

**Pour Albin Michel, la prise en main d'un ensemble qui réaliserait encore, après le départ de Larousse et d'Anaya, plus de trois fois son CA apparaît comme un défi de grande ampleur.**



A Francfort : sur son stand, Investima 10/Vup annonce son nouveau nom.

se, des investisseurs financiers et la direction financière de Lagardère expliquerait d'ailleurs l'absence exceptionnelle à Francfort de Francis Esménard, officiellement « souffrant ». Pour prendre le contrôle d'Editis, le P-DG d'Albin Michel peut mobiliser ses fonds propres et revendre à Hachette sa participation minoritaire dans Le Livre de poche. Surtout, il aurait réuni autour de lui un pool de partenaires financiers, essentiellement français, dont la Caisse des dépôts, Suez et le Crédit agricole.

**Une solution française.** Cette option présente de nombreux avantages pour Lagardère, comme pour le gouvernement français qui avait pesé de tout son poids il y a un an pour assurer le succès de l'OPA de Jean-Luc Lagardère sur Vup. Avec Albin Michel et ses partenaires en effet, c'est bien une solution française qui se déga-

gerait. A Francfort, le ministre de la Culture Jean-Jacques Aillagon ne ménageait d'ailleurs pas ses efforts pour faire savoir qu'il intervenait activement pour promouvoir pour Vup un actionariat français. En outre, l'opération ne devrait avoir qu'un impact minime sur les structures de distribution des deux groupes. Tandis que Larousse passerait d'Inter Forum au Centre de distribution du livre d'Hachette à Maurepas, Albin Michel quitterait ce dernier pour retrouver Inter Forum, dont il a longtemps été actionnaire minoritaire. Idem pour le livre de poche: reprenant Univers poche (Pocket) Albin sortirait de LGF dont il détient 20 % et une option pour 20% supplémentaires.

**“On attend encore les chèques!”**

Toutefois, ce montage demande encore à être validé par des engagements financiers précis des partenaires d'Albin Michel. « *On attend encore les chèques!* » lâche un proche du dossier. En outre, de nombreuses questions subsistent sur la forme que prendrait un nouveau groupe Editis-Albin Michel. Francis Esménard peut bâtir un tour de table spécifique à Editis, sans modifier la structure capitaliste d'Albin Michel. Il peut aussi profiter de l'occasion pour régler ses problèmes de succession en procédant à une restructuration globale de son groupe, diluant sa participation dans le nouvel ensemble dont il serait l'opérateur. Certains observateurs se demandent aussi si Albin Michel ne rétrocéderait pas certains actifs d'Editis à d'autres opérateurs dans l'édition, voire s'il n'en associerait pas certains à son tour de table. Il y a quelques années, d'embryonnaires discussions avaient eu lieu entre Francis Esménard et Charles-Henri Flammarion, avant que celui-ci ne cède sa maison à Rizzoli.

Albin Michel, si les négociations ne capotent pas, devra aussi décider s'il conserve deux outils de distributions, Inter Forum et Dilisco, la structure logistique de sa filiale scolaire Magnard-Vuibert. Enfin se pose la question du management du nouvel ensemble, qui

fera entrer Albin Michel dans une nouvelle dimension. Avec un chiffre d'affaires de plus de 200 millions d'euros l'an dernier, Albin Michel s'est classé au sixième rang de l'édition française de livres en 2002, loin d'Editis (1,02 milliard), d'Hachette (950 millions) et même de France Loisirs (389 millions), mais juste derrière Flammarion (227 millions) et Gallimard (225 millions). La prise en main d'un ensemble qui réaliserait encore, après le départ de Larousse et d'Anaya, plus de trois fois son CA apparaît comme un défi de grande ampleur. Elle pourrait aussi être longue: il faudra notamment que l'opération soit validée par le Conseil de la concurrence en France, comme par Bruxelles.

Cette option n'est pas encore certaine mais elle est la plus avancée. Avec elle, Lagardère, pressé d'en finir avec un dossier complexe, s'est donné les moyens de répondre simplement aux griefs attendus de Bruxelles. Certes, le groupe ne conserverait qu'une part minoritaire de l'ancienne branche édition de Vivendi. Elle serait néanmoins importante et hautement symbolique. Larousse fournirait à Hachette l'implantation – et quelle implantation puisque Larousse est numéro un de son secteur! – qu'il n'a jamais réussi à obtenir dans le secteur du dictionnaire et de la référence, complémentaire de sa position prééminente dans l'édition scolaire. Larousse dispose aussi d'un intéressant réseau de filiales en Europe et en Amérique latine.

**Liquidités.** Pour sa part, Anaya, fleuron de l'édition espagnole au sein de laquelle il domine le scolaire, renforcerait les positions d'Hachette en Espagne, où il détient déjà Salvat et Bruño. Anaya est également influent en Amérique latine et sur le marché du livre hispanophone aux Etats-Unis. Le bilan ne serait pas si mauvais pour Arnaud Lagardère, qui récupérerait de surcroît des liquidités pour d'autres développements.

FABRICE PIAULT

(1) Voir « Hachette/Vup, le rachat compromis? », LH 520, du 27.6.03, p. 6-8.

# Hachette-

## Le SLF conteste les c Hachette pour les lib

➤ Le sondage que nous avons publié la semaine dernière (LH 529, du 10.10.03, p. 57) a suscité une vive réaction de la part du Syndicat de la librairie française. Que dit ce sondage: qu'une majorité de libraires jugerait « sans impact » pour eux le projet de fusion Hachette-Vup. Il y a de quoi, en effet, être ému, mais doit-on au fond s'étonner d'un tel chiffre? C'est le rôle des minorités éclairées que d'agir pour des majorités éteintes. Cette fusion, lors de son annonce, il y a un an, a surtout suscité un palpable – et lâche – embarras, pas une levée de boucliers. Il n'y a pas à s'étonner des résultats d'un sondage qui rappelle cette évidence historique, même si le SLF avance avec une assurance toute syndicale: « *Unanime, la profession refuse de se retrouver pieds et poings liés face à un seul interlocuteur.* »

Dans son communiqué, le SLF semble reprocher à *Livres Hebdo* d'avoir, par la publication de ce sondage, réalisé comme chaque trimestre sur un thème d'actualité tournant, permis à Lagardère de nourrir la presse d'une donnée statistique qui va dans son sens. Et alors? Elles sont si rares!

**Contre cette fusion.** Rappelons que *Livres Hebdo* a clairement pris position il y a un an dès son annonce contre cette fusion, estimant qu'elle contribuerait à très court terme à abîmer le marché, et par conséquent à affaiblir tous ses acteurs, d'Hachette au plus reculé des points de vente, sans parler des auteurs, intellectuels, romanciers, journalistes, qui auraient alors été nourris par une seule et même cuillère. Le projet initial aurait en effet contribué à faire de Lagardère non pas un grand mais un gros groupe et de la France un petit pays – sujet d'actualité. Nous l'avons écrit en ces termes-là et, depuis, nous tentons d'informer sur ce feuilleton plus

Les li  
d'Har  
Né en 1944  
de Paris

Les li  
d'Har  
Né en 1944  
de Paris

Une librairie  
imp  
proj  
Hachette  
quoi  
mais  
s'étonner  
chiffre

“

a

Voi

« Ur

du

la si

dan

10 c

Heb

le p

de V

d'af

Il ré

son

des

de V

sera

leur

tel c

tou

ave

que

libr

# Hachette-Vup: le sondage de la discorde

Le SLF conteste les chiffres d'un sondage sur les conséquences de la fusion Vup-Hachette pour les libraires, publié la semaine dernière par Livres Hebdo.

Le sondage que nous avons publié la semaine dernière (LH 529, du 10.10.03, p. 57) a suscité une vive réaction de la part du Syndicat de la librairie française. Que dit ce sondage: qu'une majorité de libraires jugerait « sans impact » pour eux le projet de fusion Hachette-Vup. Il y a de quoi, en effet, être ému, mais doit-on au fond s'étonner d'un tel chiffre? C'est le rôle des minorités éclairées que d'agir pour des majorités éteintes. Cette fusion, lors de son annonce, il y a un an, a surtout suscité un palpable – et lâche – embarras, pas une levée de boucliers. Il n'y a pas à s'étonner des résultats d'un sondage qui rappelle cette évidence historique, même si le SLF avance avec une assurance toute syndicale: « Unanime, la profession refuse de se retrouver pieds et poings liés face à un seul interlocuteur. »

Dans son communiqué, le SLF semble reprocher à Livres Hebdo d'avoir, par la publication de ce sondage, réalisé comme chaque trimestre sur un thème d'actualité tournant, permis à Lagardère de nourrir la presse d'une donnée statistique qui va dans son sens. Et alors? Elles sont si rares!

**Contre cette fusion.** Rappelons que Livres Hebdo a clairement pris position il y a un an dès son annonce contre cette fusion, estimant qu'elle contribuerait à très court terme à abîmer le marché, et par conséquent à affaiblir tous ses acteurs, d'Hachette au plus reculé des points de vente, sans parler des auteurs, intellectuels, romanciers, journalistes, qui auraient alors été nourris par une seule et même cuillère. Le projet initial aurait en effet contribué à faire de Lagardère non pas un grand mais un gros groupe et de la France un petit pays – sujet d'actualité. Nous l'avons écrit en ces termes-là et, depuis, nous tentons d'informer sur ce feuillet plus



**Une majorité de libraires jugerait "sans impact" pour eux le projet de fusion Hachette-Vup. Il y a de quoi, en effet, être ému, mais doit-on au fond s'étonner d'un tel chiffre?**

riche en désinformations qu'en informations.

Le SLF nous reproche également d'avoir privilégié les chiffres les plus spectaculaires (70 % de « sans impact ») au détriment de chiffres plus favorables à son action. En effet. Les libraires de premier niveau sont plus inquiets que les sondés des grandes surfaces spécialisées (l'une appartient à Pinault, l'autre déjà à Hachette) et de la grande distribution que rien ne peut inquiéter. Or, sur ce point, notre position est simple: d'une part, nous considérons l'opinion dans cette affaire des points de vente dans leur ensemble, tandis que dans d'autres (comme l'enquête annuelle « Les libraires jugent la rentrée »), nous nous concentrons sur les libraires dits « traditionnels ».

**Nervosité.** D'ici à quelques jours, quelques semaines ou quelques mois – on ne sait plus trop –, le paysage éditorial fran-

çais sera reconfiguré et l'on pourra porter au crédit de quelques-uns qu'il ne soit pas défiguré. Le SLF aura été de ceux-là et on mettra sur le compte de la nervosité dans la dernière ligne droite un communiqué qui pose des questions déplacées: le SLF (qui possède son propre organe) fait du syndicalisme et du lobbying, c'est sa mission; les journaux, incluant la presse professionnelle, ont une autre mission.

**Deux hypothèses surnagent.** Pour revenir au cœur du sujet, la fusion Hachette-Vup, il semble en effet qu'on entre dans une phase enfin décisive. D'ici peu devra sortir d'un chapeau une solution permettant à la fois de satisfaire aux règles concurrentielles communautaires, d'éviter le dépeçage et maintenir une cohérence industrielle à Editis (ex-Vup), et de procurer à Lagardère une plus-value, même

symbolique. Deux hypothèses surnagent, au milieu des candidatures spontanées et des rumeurs. La première, industrielle, initiée par et autour d'Albin Michel (voir p. 4), et la seconde, qu'on ne peut pas écarter si les négociations portant sur la valorisation des entreprises à rapprocher capotaient, plus classique: Editis, amputé de Larousse et d'Anaya, pourrait échoir, au moins temporairement, à un pool financier.

L'une comme l'autre, ces hypothèses sont « gagnant-gagnant » pour tout le monde: Hachette serait renforcé sans distorsion du marché hexagonal, un numéro deux de bonne taille lui ferait face et les libraires ne seraient pas soumis à la pression d'un fournisseur prépondérant, mais simplement à un marché en mutation, comme cette instructive rentrée le prouve.

PIERRE LOUIS ROZYNÉS

## “Un chiffre tout à fait contradictoire avec l'opinion des libraires”

Voici le communiqué du Syndicat de la librairie française.

« Une réaction de la part du SLF est nécessaire à la suite de la parution, dans le numéro du 10 octobre de Livres Hebdo, d'un sondage sur le poids de Hachette et de Vup dans le chiffre d'affaires des détaillants. Il résulterait de ce sondage que pour 70 % des détaillants, le rachat de Vup par Hachette serait sans impact sur leur activité. Ce chiffre, tel qu'il est présenté, est tout à fait contradictoire avec l'opinion exprimée, que ce soit par les libraires eux-mêmes ou

par leur syndicat, le SLF (qui regroupe 500 librairies indépendantes, de niveau 1 et 2 pour 90 % d'entre elles), auprès de la Commission européenne à Bruxelles, dans d'autres instances ou dans la presse. Même si l'on connaît le manque de fiabilité des sondages en général et le peu d'importance qu'il faut attacher à la rumeur, le SLF tient à ce qu'aucune confusion ou interprétation biaisée ne vienne semer le trouble. Une seule chose est

certaine, le rachat de Vup par Hachette crée à tous les niveaux une position dominante du nouveau groupe. C'est précisément contre la création de cette position dominante que le SLF a engagé, sans jamais faiblir ni douter, avec l'accord unanime de ses adhérents, un combat dont l'objectif est l'interdiction de cette fusion en raison des conséquences désastreuses qu'elle entraînerait pour toute la profession. Dès lors, on ne peut que

se demander: – Pourquoi cette enquête réalisée en juillet est-elle publiée aujourd'hui alors que le dossier est actuellement dans sa phase finale? – Pourquoi met-on en exergue des graphiques dont la seule lecture peut conduire à la conclusion erronée – et l'exploitation qui en a été faite par d'autres organes de presse le confirme – de l'innocuité de la fusion pour la librairie? – Pourquoi ne relate-t-on pas l'opinion des

libraires de second niveau pour lesquels le nouvel ensemble représente au moins 55 %? Le SLF rappelle son attachement à un paysage du livre dynamique et varié, qui – il en est convaincu – serait très gravement remis en cause par la concentration Vup-Hachette. Unanime, la profession refuse de se retrouver pieds et poings liés face à un seul interlocuteur. Cette volonté ne faiblit pas et ne se dément pas. »